

L'esprit de Genève

Autor(en): **Vautravers, Alexandre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 3

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346694>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Marc Cutts a souligné la nécessité de réforme de l'ONU dans le cadre de sa stratégie de « clusters », mais aussi dans ses mentalités.

Humanitaire

L'Esprit de Genève

Maj EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef RMS+

Genève rayonne de bien des manières, mais est connue en premier lieu pour être une capitale humanitaire. Depuis de nombreuses années, l'Université Webster de Genève organise un événement qui combine les traditions, les valeurs et les opportunités de la ville de Calvin. Pour sa 12^e édition¹, la Conférence internationale humanitaire, tenue les 15 et 16 février 2007 au CICG, s'est attaché et a rendu hommage à *L'esprit de Genève* - d'après le titre de l'ouvrage de Robert de Traz (1927).

30 experts, universitaires et conférenciers représentant les organisations humanitaires se sont penchés sur l'héritage de l'action humanitaire et sa signification aujourd'hui. Ils ont présenté les réformes et les défis à venir. L'événement a été organisé sous les auspices de la Présidente de la Confédération et du Conseil d'Etat genevois. Il a pu compter, encore une fois, sur le soutien du Comité international de la Croix-rouge (CICR) et du Haut commissariat des Nations Unies aux réfugiés (UNHCR), ainsi que de la Fédération des sociétés de la Croix rouge et du Croissant rouge (IFCR) et de l'Organisation internationale pour les migrations (IOM) notamment.

Une tradition et un lien singuliers

Depuis la création du CICR il y a 150 ans, « l'esprit de Genève » a symbolisé les efforts pour fournir la protection et l'assistance internationale aux victimes des conflits armés, des persécutions et des catastrophes naturelles. Il est un symbole de la diplomatie multilatérale, la recherche de la paix et de la coopération internationale. Otto Hieronymi, fondateur de l'événement, a défini « l'esprit de Genève » en tant qu'organisations, missions et valeurs : « humanitaire, coopération, libéralisme et tolérance, ainsi que le réalisme et la reconnaissance des intérêts légitimes réciproques ». Daniel Warner, vice-directeur de l'IUHEI² et François Rubio, conseiller juridique de Médecins du Monde, ont noté les différences entre un « esprit de Genève » et « l'esprit de New York » - c'est-à-dire entre une « *Soft* » et une « *Hard diplomacy* » dans les affaires internationales.

L'ambassadeur Schnyder von Wartensee, vice représentant du gouvernement helvétique aux Nations Unies à Genève,

Laurent Walpen, délégué du Conseil d'Etat, François Bugnon, du CICR, Serge Paquer et l'auteur de ces lignes ont démontré l'enracinement profond des traditions humanitaires. Stuart Robinson, ancien directeur du GATT, Michel Veuthey et John King ont montré l'atout incomparable de disposer en un espace restreint et aussi favorable de 25 organisations internationales et 276 organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que plus de 250 représentations diplomatiques permanentes.

Mouvements et économie

Les questions de migrations et de réfugiés sont gérées depuis Genève, comme l'ont mentionné Judy Cheng-Hopkins, vice haut commissaire du HCR et Philippe Boncour, directeur de la politique et de la planification à l'OIM. L'expérience témoigne d'une nécessaire meilleure coordination entre les agences, a insisté Marc Cutts, conseiller à l'Office de coordination des affaires humanitaires (OCHA). Mais la route est longue, a-t-il rappelé : « les structures peuvent être changées en une nuit, mais changer les cultures prend davantage de temps ».

L'humanitaire est devenu un grand marché. Les Nations Unies gèrent ainsi un fond d'urgence de 50 millions de dollars et des prêts d'urgence pour un montant d'environ 450 millions. Dans l'ensemble, chaque année, les initiatives publiques et privées représentent 13 milliards. La conférence a donc prêté une attention particulière aux secteurs économiques et privé, représentés par Paul Dembinski et Emilio Fontela.

Droits et devoirs

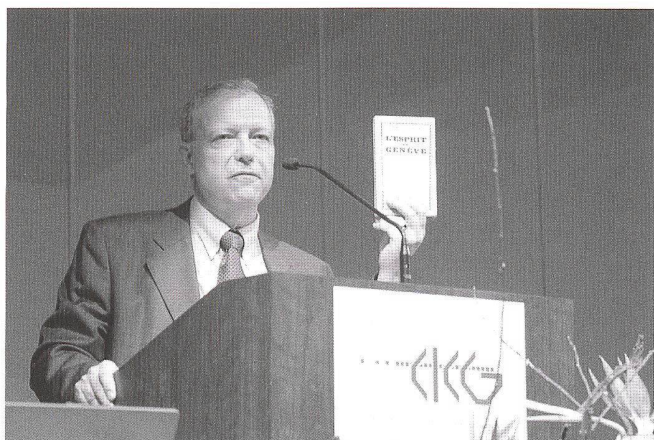
Robert Kolb et Vincent Chetail ont examiné les implications légales de la sécurité collective et des droits de l'Homme, remettant en cause l'idéologie juridique et la récente Commission des droits de l'Homme. Jacques Moreillon et Jean Freymond ont montré comment la globalisation et les transformations sociales ont modifié la scène humanitaire, souhaitant « moins d'enseignement et davantage d'éducation » ou « Genève en tant que laboratoire pour la gouvernance de demain » respectivement.

D'autres cas ont été évoqués. Daly Belgasmi, directeur du Programme alimentaire mondiale (WFP) à Genève, a décrit la situation actuelle au Darfour. Muneera et Noora Al Khalifa,

¹ Les actes du colloque, en langue anglaise, feront l'objet d'une publication par le HCR et Oxford University Press. Renseignements et commande à l'adresse : conferences@webster.ch

² Institut universitaire des Hautes études internationales (IUHEI).

deux étudiantes, ont donné des témoignages émouvants sur la situation des femmes et des enfants au Moyen Orient. Enfin, Daphne Cramer et Kathleen Intag ont conclu en partageant leurs intérêts, leurs attentes et leur engagement sur le privilège et les opportunités d'étudier, de participer et de travailler dans le domaine de l'action humanitaire, à travers « la solidarité, l'implication et l'action » individuelle et collective.



Laurent Walpen présente l'édition originale de Robert de Traz.

Considérations politiques

Les traditions et les engagements humanitaires ont leur place dans les réflexions sur la politique de sécurité helvétique. Elles sont en effet une composante indissociable de notre histoire et de notre modèle de gouvernement confédéral et fédéraliste. Ces valeurs sont, par ailleurs, centrales et fondatrices de notre Etat nation.

Les débats qui règnent aujourd'hui sur la pertinence, d'une part, de la participation des forces armées multinationales aux actions humanitaires internationales, d'autre part sur la possibilité de contribuer par l'envoi de militaires suisses à ces actions, sont des joutes rhétoriques servant à justifier l'inaction par tous les moyens. Dans les discussions actuelles autour de l'étape 08/11 et de l'augmentation ou non des engagements militaires suisses au-delà des frontières nationales, il n'y a pas de désaccord sur le principe, mais une conception de la neutralité ou de l'action

humanitaire divergente : l'une introvertie, l'autre extravertie. Avant de s'engager résolument, ou même temporairement, dans une voie ou dans l'autre, peut-être faut-il s'interroger sur le bilan de ces efforts. Dans son ouvrage polémique *A Bed for a Night*, David Rieff démontre que l'action humanitaire est, d'une certaine manière, l'expression de la « mauvaise conscience des puissances ». Au lieu d'engager une action militaire ou coercitive, qui soulèverait des oppositions auprès de certains Etats membres de l'ONU, on préfère laisser s'engager, au besoin en les soutenant, des acteurs individuels et associatifs, qui ne peuvent traiter que les symptômes et les conséquences du mal.

La volonté affichée de résoudre les crises semble céder à la peur des responsabilités et au danger d'exacerber les rivalités inter-étatiques. Il ressort de ce constat que les forces armées classiques, issues d'une conception westphalienne de « tout ou rien », ou de « guerre ou de paix », ne sont pas adaptées à résoudre des crises ou des conflits internes. La conclusion de la Conférence internationale humanitaire pourrait se résumer ainsi : il n'y a pas de solutions humanitaires aux problèmes humanitaires. Mais il n'y a souvent pas non plus de solutions strictement militaires aux problèmes militaires, ni de solutions purement juridiques ou économiques. Les variables et les implications des crises modernes sont incommensurables. Des instruments intégrés, plus souples, plus discrets et plus efficaces sont nécessaires.

Il reste alors aux chefs des Départements de la Défense et des Affaires étrangères, mais également aux citoyens, de s'entendre et de décider de l'image que la Suisse souhaite donner dans le monde. S'agit-il en premier lieu de trouver des solutions, d'agir, de coopérer ou de participer ? Quels sont nos atouts et nos avantages comparatifs ?

Bien sûr, si l'on accepte que de telles actions ne soient pas dictées par le résultat (*result-driven*) mais par le processus (*process-driven*), c'est-à-dire le simple fait de participer et d'agir, l'action humanitaire reste une manifestation tangible et visible de solidarité et d'attachement aux valeurs fondamentales inscrites dans la Charte des Nations Unies et dans notre Constitution...

A+V

250 personnes, étudiants et professionnels, ont assisté à la conférence au CICG.

